

#007/11/2021

KANU

s'accepter et découvrir

ENTRETIEN

ENGELO BOTÉ
UNE BOÎTE À
CHAUSSURES

KANU LEADS

LALA MÉITA S.
CELLE QUI FAIT
PARLER L'ART
AFRICAIN

HABI TOURÉ
LA VAILLANTE
À LA VISION
D'AIGLE

LA GRANDE INTERVIEW

MAMADOU OUEDRAOGO

CONSULTANT EN CRYPTO-MONNAIE ET CEO LOKRE GROUP SARL

« LA CRYPTO-MONNAIE EST UNE
OPPORTUNITÉ POUR LES
ENTREPRENEURS DU 21ÈME SIÈCLE »

KANU

s'accepter et découvrir



adoptez-le comme votre canal de visibilité



(+226) 62327777 / 74936240

E-MAG DE COMMUNICATION ET DE PUBLICITE

SOMMAIRE

#007 - Novembre 2021

EDITORIAL	PAGE 05
LA GRANDE INTERVIEW	PAGE 07
PORTRAIT	PAGE 11
KANU LEADS	PAGE 13
À LA RENCONTRE DE	PAGE 17
ENTRETIEN	PAGE 21
AUTOUR DU CAFÉ	PAGE 23
DOSSIER DU MOIS	PAGE 28
PUBLI-INFORMATION	PAGE 30
EVENTS	PAGE 33
CULTURE	PAGE 36
TRIBUNE	PAGE 42



SERVICE COMMERCIAL

CONTACTS: +226 74 93 62 40 / 74 69 55 55

ATTACHÉ COMMERCIAL : OUATTARA AFOUSSATOU

CONTACTS: +226 74 09 43 45/ 60 15 58 10

ÉDITORIAL TEAM

DIRECTEUR DE PUBLICATION CYPRIEN KOBOUDE
CONSEILLER ÉDITORIAL JOËL TOKPONOU / COORDINATRICE DE LA RÉDACTION HARMONIE KABORE /
DIRECTION ARTISTIQUE CSK CONSEILS

ADRESSE

www.cskconseils.com / 25375026 - 74936240 /
cskconseils@gmail.com

CANALBOX

FIBREZ!

**POUR INTERNET
EN TRÈS HAUT
DÉBIT !**



25 32 73 06

(COÛT D'UNE COMMUNICATION LOCALE
SELON VOTRE OPÉRATEUR FIXE OU MOBILE)



CANALBOX BURKINA FASO



www.jeveuxmafibres.bf



Cyprien KOBOUTE

La peur de la crypto-monnaie

Comme tout nouveau produit qui vient bousculer les habitudes acquises, la crypto-monnaie fait face à des poches de résistances très farouches de certaines personnes, voire de firmes qui voient leurs business impactés par un élément qui pour le moment échappe à leur contrôle. On se souvient encore de ce qu'internet a connu. Certains sont restés des années sans créer leur boîte mail, mais aujourd'hui en sont bien accros.

Pour faire un peu d'histoire, l'or a progressivement laissé place aux monnaies fiduciaires telles que l'euro, le dollar ou le yen, émises par des gouvernements et qui ne sont plus garanties par un équivalent or, comme c'était le cas il n'y a pas si longtemps. Ces monnaies sont acceptées de tous et partout, car elles sont adossées par des gouvernements et leurs économies. C'est de là que naît la confiance. Si l'on caricature, un gouvernement stable et une économie en croissance sont deux ingrédients nécessaires à une monnaie forte. Il n'est donc pas étonnant que les États-Unis, la première puissance mondiale avec une démocratie véritablement stable, possèdent la monnaie la plus acceptée à travers le monde, le dollar.

Si vous aviez acheté l'équivalent de 100 dollars de bitcoins en 2011, de nos jours vous seriez en possession de près de 6 millions de dollars. Une jolie plus-value de 60 000 % ! Très peu d'actifs peuvent se vanter d'avoir connu une telle croissance dans l'histoire de l'humanité. Face à ces chiffres, vous êtes certainement des milliers à vous demander s'il faut toujours investir dans les crypto-monnaies compte tenu des prix stratosphériques qui sont atteints. Faut-il en avoir peur, malgré tout ?

Cette monnaie veut s'émanciper de la centralisation monétaire des États pour être saine, totalement

décentralisée et à l'abri des caprices politiques des banques centrales. Son système basé sur du code informatique immuable permettrait de créer un système financier plus juste, avec une monnaie (le bitcoin) en quantité limitée (21 millions de bitcoins pourront être minés), qui pourrait devenir la monnaie et la réserve de valeur du XXI^e siècle.

Plus d'une décennie après la création du bitcoin, tout un écosystème autour de la technologie blockchain a émergé. Désormais, ces monnaies ne sont plus la chasse gardée d'une poignée de développeurs et de geeks de la finance. Des gens insoupçonnés m'envoient des articles sur les cours du bitcoin. Des États sont en train d'en faire une monnaie « légale », comme c'est le cas au Salvador et ça pourrait très prochainement le devenir au Brésil et même au Nigéria.

On ne peut donc plus continuer à avoir peur de cette monnaie ; car des milliers d'acteurs institutionnels s'y intéressent pour des raisons autres que la pure spéculation. Entreprises, États, fonds d'investissement, ou encore des collectivités territoriales se positionnent. Alors oui, peut-être que le prix de certaines crypto pourrait connaître de fortes chutes, mais la tendance de fond est certaine.

Cependant, tout n'est pas rose dans le monde des crypto et de la block-chain. Cela reste encore un univers relativement complexe et peu réglementé du fait de sa jeunesse. Cependant, les choses évoluent plus vite et les cryptomonnaies gagnent en maturité de façon exponentielle. Toute personne investissant dans les crypto-monnaies ne devrait pas acheter de la hype ou espérer devenir riche en deux semaines. Au contraire, elle doit être présente sur le long terme, croire en un avenir meilleur, plus décentralisé et plus juste.



TRÈS BIENTÔT



REPERTOIRE DES
ENTREPRISES
DE LA ZONE UEMOA

***Le REZU, votre outil de
prospection, de décisions
et de visibilité.***

✉ info@rezu.online | ☎ +226 62 32 77 77



MAMADOU OUEDRAOGO

CONSULTANT EN CRYPTO-MONNAIE ET CEO LOKRE GROUP SARL

**« LA CRYPTO-MONNAIE EST UNE OPPORTUNITÉ
POUR LES ENTREPRENEURS DU 21^{ème} SIÈCLE »**

De plus en plus, les billets de banque et pièces de monnaie en métal sont encombrants, peu pratiques et leur transport comporte beaucoup de risques. L'argent numérique (la crypto-monnaie) semble donc être une idée utile. Basée sur une technologie dynamique, la crypto-monnaie évolue rapidement, à l'instar des autres nouvelles technologies du secteur des paiements. Mais en Afrique, elle est redoutée par beaucoup de personnes, faute d'informations fiables suffisantes. Et pourtant sur le continent, le sujet demeure un terrain non exploré. Pour Mamadou Ouédraogo, consultant en la matière, la crypto-monnaie est une mine d'or pour ceux qui savent s'y prendre. Il insiste sur la nécessité d'une formation au préalable.

En Afrique, la crypto-monnaie reste encore un concept assez flou. Avec l'expérience et le témoignage de certaines personnes, beaucoup en sont toujours méfiants. Qu'est-ce que la crypto-monnaie en réalité ?

Avant de vous répondre, je voudrais faire observer qu'à chaque innovation, il y a toujours eu de méfiances. C'est légitime. C'est le propre de la nature humaine. Le plus souvent, les hommes redoutent les changements avant d'en découvrir les avantages et les opportunités qu'ils portent. C'est le cas avec la crypto-monnaie.

Alors revenant à la question, je dirai que la crypto-monnaie est une monnaie électronique, moyen de change numérique, décentralisée, non monopolisée par un organe central, reposant sur des algorithmes cryptographiques super sécurisés appelés « Block Chain ». Concrètement, la « Block Chain » sert de registre de transaction des monnaies électroniques. C'est un peu comme la technologie des opérateurs GSM utilisée pour faciliter les transactions de mobile money dans nos pays.

Mais il faut dire qu'au-delà de la monnaie électronique, le principe de la « Block Chain » est en plein essor à travers le monde, attirant investisseurs et banques. Certains experts affirment que d'ici 2025, 10 % du PIB mondial circulera sur des « Block Chain ».

Combien de types de crypto-monnaie existe-t-il ?

Il existe plus de 3 000 types de crypto-monnaie. Chaque jour que Dieu fait, de nouvelles crypto-monnaies naissent. Mais le « Bitcoin » est connu pour être la première et la plus connue des crypto-monnaies. En fait, le « Bitcoin » est un programme « open source », et tout le monde est donc en mesure de lire le code du programme. Il suffit donc de le modifier légèrement pour créer une nouvelle crypto-monnaie, ce qui est

relativement facile pour n'importe quel programmeur.

L'ensemble des crypto-monnaies dérivées du « Bitcoin » est appelé « alternatives coins » ou « altcoins ». Il est impossible de tout recenser. Tous les « altcoins » peuvent être échangés contre le « Bitcoin » sur des plateformes d'échange sur internet, néanmoins il vaut mieux ne pas stocker trop de monnaie dans son portefeuille, car il arrive souvent que les administrateurs de ces plateformes disparaissent avec les portefeuilles sans laisser de trace... Les exemples sont légion.

Doit-on avoir peur de la crypto-monnaie ou doit-on la considérer comme une opportunité ?

A mon avis, la crypto-monnaie est une opportunité, surtout pour les entrepreneurs du 21^e siècle. Pour caricaturer un peu la réalité de la crypto-monnaie, prenons un billet de 10 000 F Cfa. Ce billet constitue, pour celui qui le détient, un actif. Mais ce billet est aussi inscrit au passif d'une Banque centrale. Par contre, quand vous détenez de l'or, il ne figure au passif d'aucune institution financière dans le monde. C'est aussi le cas de la crypto-monnaie. Elle est sans contrepartie et ne dépend d'aucune institution. Sa principale caractéristique est qu'elle n'est pas associée à une marchandise physique, à une autorité bancaire ou à un État. C'est là tout l'enjeu.

Comment évaluer alors la valeur d'une crypto-monnaie ?

Laissez-moi vous dire que la crypto-monnaie, notamment le « bitcoin », tire sa valeur de son acceptation, à travers le monde, comme moyen de paiement le plus sûr, le plus sécurisé, et totalement indépendant. Et c'est ça qui fait du « holding de crypto-monnaies » une excellente opportunité d'affaires. Je dirai que c'est une mine d'or.

C'est quoi le holding de crypto-monnaies et en quoi constitue-t-il une excellente opportunité ?

Le holding de crypto-monnaies, c'est l'achat et la conservation des crypto-monnaies dans le but de profiter d'une potentielle hausse du prix de ces dernières. Pour caricaturer, un holding de crypto-monnaie, c'est comme une institution financière ou une banque classique. Sauf qu'ici, c'est totalement indépendant de tout système de contrôle. De plus en plus, les hommes d'affaires ont recours à la crypto-monnaie. Des marchandises sont échangées à travers le monde en crypto-monnaie. Cette dynamique économique mondiale qui ne cesse d'accroître, montre l'utilité de la crypto-monnaie et augmente sa valeur. Et c'est ça qui constitue l'opportunité du holding de crypto-monnaie. Mais il n'y a pas que le holding dans le business des crypto-monnaies. Vous pouvez participer au minage de crypto-monnaies (NDLR : fournir un service de vérification et de validation d'un ensemble de transactions à un réseau de crypto-monnaies en échange d'une récompense pécuniaire), ou participer à la spéculation du trading best.

Comment êtes-vous arrivé la crypto-monnaie ?

Avant d'arriver à la crypto-monnaie, je faisais le marketing de réseau, notamment la vente en ligne, depuis 2012. Des amis m'ont présenté des opportunités en ligne où il fallait s'inscrire et faire inscrire d'autres personnes. En 2015, j'ai investi dans le marché de trading et c'est de là que je suis arrivé à la crypto-monnaie. Disons que j'aie beaucoup appris de mes erreurs de débutant dans ce domaine. Cela m'a encouragé à me former pour bien comprendre le mécanisme et mieux cerner son fonctionnement. Cela m'a également permis de créer moi-même des portefeuilles et de développer des

stratégies, des business plans pour les fructifier.

Comment investir dans la crypto-monnaie ?

Avant d'investir dans la crypto-monnaie, il faut d'abord se faire former. Beaucoup commettent l'erreur de se lancer à l'aveuglette dans ce domaine. La crypto-monnaie, c'est tout un ensemble de règles et d'astuces qu'il faut connaître et maîtriser avant de s'y mettre. Investir dans la crypto-monnaie sans une formation minimum de base, c'est un peu comme payer une voiture neuve sans avoir un permis de conduire. Même si quelqu'un d'autre peut conduire la voiture pour vous, ce qui est souvent le cas, ça ne sera jamais comme si c'est vous-même qui êtes au volant. La formation est donc le premier investissement en crypto-monnaie. Elle vous permettra de comprendre la crypto-monnaie au-delà des définitions littéraires et académiques, comment créer un portefeuille de crypto-monnaie et quels sont les systèmes à mettre en place pour le sécuriser, comment échanger et négocier une crypto-monnaie, etc.

Quels sont les défis qui se présentent aujourd'hui à la crypto-monnaie ?

L'un des défis de la crypto-monnaie est la sécurité. Comme toute crypto-monnaie repose sur des principes cryptographiques, cela implique de suivre les progrès de la technologie de près pour consolider la sécurité des « Block Chain ». Un autre défi est la légalité de l'utilisation de la crypto-monnaie. La principale préoccupation des autorités est le blanchiment d'argent. Dans la majeure partie des pays du monde, il n'y a pas une législation sur la crypto-monnaie et cela crée un vide juridique qui pourrait être préjudiciable pour les Etats eux-mêmes, car ils risquent de voir leur échapper le contrôle de leur système économique.

En France, comme dans la plupart des pays européens, le gouvernement n'a pas vraiment légiféré, mais le bitcoin, comme toutes les crypto-monnaies, n'est pas interdit. En Russie, le bitcoin était strictement banni, jusqu'au jour où le gouvernement a soudainement annoncé en novembre 2016 à la surprise générale que c'était légal.

Avec la crypto-monnaie, beaucoup craignent la mondialisation de la criminalité et le financement du terrorisme. Constitue-t-elle une menace pour la souveraineté des Etats ?

Je dirai non, parce que des Etats commencent à en faire un moyen de paiement légal comme le Salvador, les USA, le Paraguay et bien d'autres pays. Les gouvernants gagneraient plus à adopter ce système. Par exemple aux USA, les banques ont autorisé à ce que les gens viennent stocker leur « Block Chain ». Chaque technologie a sa manière de fonctionner et



le banditisme existait avant la création de la crypto-monnaie. Le problème n'est donc pas la crypto-monnaie mais plutôt les hommes qui en font usage. En revanche, contrairement à l'idée reçue que la crypto-monnaie permet de faire des paiements anonymes, il est facile de tracer l'origine de transactions puisqu'elles sont toutes publiques. On sait d'ailleurs que certains gouvernements comme le Danemark et les États-Unis développent des outils de traçage. D'autres pays le font certainement sans forcément le crier sur les toits. Il faut être naïf pour croire que les Russes et les Chinois n'ont aucun moyen de tracer les crypto-monnaies alors qu'ils les autorisent sur leur sol. L'un des exemples mythiques est le créateur de « Silkroad », un petit malin qui pensait pouvoir faire fortune en vendant incognito de la drogue sur internet, payée en bitcoins. Le FBI n'a pas tardé à le localiser. Plus récemment, dans l'enquête sur le piratage de MtGox, les enquêteurs peuvent tracer sans problème les bitcoins, mais retrouver les suspects peut s'avérer délicat.

Ainsi, si la légende populaire, bien alimentée par les pouvoirs en place, veut que le bitcoin soit un vil outil de terroristes, les « geeks » savent pertinemment qu'il n'y a rien de plus facile à tracer, en tout cas pour un gouvernement ou une organisation un peu conséquent. En revanche, pour l'individu moyen, il est très difficile de tracer qui que ce soit. Ce qui pose le problème de la transparence unilatérale : pas de vie privée pour les individus vis-à-vis des pouvoirs en place, et en revanche pas de transparence pour les « gros poissons » vis-à-vis du grand public.

Comment les États peuvent-ils tirer profit de la technologie de « Block Chain » ?

Vous savez, la « Block Chain » est une technologie prometteuse qui pourrait chambouler la société. Elle permet de stocker de manière sûre des transactions financières, mais aussi potentiellement d'autres données numériques. Les États du monde et les grands financiers commencent déjà à utiliser la « Block Chain » et même à créer leurs propres crypto-monnaies. Le Nigeria s'est lancé sur ce chantier récemment. Un autre avantage de la « Block Chain » est qu'en réalité elle peut s'appliquer à beaucoup de domaines. Si bitcoin l'a cantonnée à des transactions monétaires, d'autres se sont emparés du principe pour l'élargir, comme les votes électroniques ou de manière générale à des contrats au contenu libre entre deux entités. Par exemple, la « Block Chain » Ethereum permet de

créer des « smart contracts », des programmes informatiques, qui peuvent être activés directement pour obtenir une « organisation autonome décentralisée » (DAO en anglais), où les utilisateurs signent et activent des contrats entre eux.

Quel est votre message à l'endroit des lecteurs ?

Je voudrais exhorter les jeunes africains à s'intéresser à l'écosystème de la crypto-monnaie, car les enjeux futurs mondiaux vont s'y jouer. Je les encourage à se lancer dans l'entrepreneuriat numérique et de ne pas se focaliser sur la mauvaise expérience de ceux qui ont investi aveuglement dans le domaine. La formation reste la clé de succès de ce secteur encore vierge en Afrique.

PORTRAIT

MAMADOU OUEDRAOGO, UN GENIE DE LA CRYPTO-MONNAIE



Consultant en crypto-monnaie, Mamadou Ouédraogo, 35 ans, est un entrepreneur du futur. Ingénieur, discret et pragmatique, il a plusieurs cordes à son arc : numérique, immobilier et agriculture. Sa véritable passion reste la crypto-monnaie. C'est ce qui lui permet d'investir dans les autres domaines.

La vie de Mamadou Ouédraogo est une « success story » captivante. Né en 1986 en Côte d'Ivoire dans une famille pauvre, il a passé son enfance loin de ses géniteurs, ce qui a entraîné des répercussions sur son cursus académique. Après la classe de CP2, il a trainé dans des familles d'accueil des oncles, des amis de son père dans différentes villes. « Quand vous êtes dans une famille d'accueil, vous n'êtes pas traité sur le même pied d'égalité que les enfants du tuteur. J'ai eu des tuteurs qui n'étaient pas faciles, mais je dirai que ces situations m'ont permis d'apprendre à connaître la vie autrement », explique-t-il. En 2005, Mamadou Ouédraogo parvient à décrocher son Brevet d'étude du premier cycle (BEPC). Inscrit au Lycée technique Aboubacar Zangoulé Lamizana, ancien Lycée technique de Ouagadougou, pour faire des études en technique de vente et d'activités de commercialisation, il a été contraint d'abandonner les cours pour des raisons financières. Intrépide, Mamadou Ouédraogo ne va pas s'apitoyer sur son sort. Il se lance à la recherche de son gagne-pain pour se prendre en charge et soutenir ses parents. Il est recruté

gestionnaire d'un « vidéoclub » («salle» de cinéma populaire) à Kalgondin, un quartier de Ouagadougou. Il touchait une mensualité de 7 000 F Cfa, moins de 22% du SMIG à l'époque. Pour augmenter ses revenus, Mamadou a eu l'ingénieuse idée de rentabiliser l'affluence que draine le « vidéoclub ». Devant la «salle» de cinéma, il installe un kiosque à Café, initie la location de CD (Compact Disque) pour les amateurs privilégiés du cinéma. « Mon idée, c'était de regrouper les clients du vidéoclub autour de plusieurs produits et créer de nouvelles attractions », explique-t-il. A peine ses initiatives commençaient à avoir du succès qu'il perd son emploi. Il passa environ un an au chômage. « A un certain moment, difficilement j'arrive à manger. L'habillement, n'en parlons plus. Mais on a gardé le cap » confie-t-il, le regard plongé dans les souvenirs de ce moment de sa vie.

Déterminé

Mamadou Ouédraogo est de nature à ne pas s'avouer vaincu devant les épreuves de la vie. Pour joindre les deux bouts, il s'improvise intermédiaire de vente et/ou de troc de téléphone portable et autres gadgets électroniques.

Ce business lui ouvre la voie vers le marketing de réseau (le networking) qui le conduit, quelques années plus tard, à la crypto-monnaie. « Seul le travail paie. Ce n'est pas parce qu'on a échoué qu'on va abandonner. Il faut persévérer », déclare-t-il avec conviction. « Ce qui me motive dans la vie, ce sont mes parents. Quand je regarde la situation dans laquelle ils se trouvaient et ils n'ont pas lâché prise pour notre éducation et pour notre bien-être, cela me motive. Quand je veux poser un acte lorsque je pense à eux, cela m'amène à réfléchir pour ne pas les décevoir », affirme-t-il. Mamadou Ouédraogo puise dans les conseils de ses parents pour évoluer et continuer à se battre dans la vie. Marié et père d'une fille de 15 mois, Mamadou Ouédraogo trône aujourd'hui à la tête d'un empire économique, LOKRE Group Sarl, qui dispose de plusieurs filiales dans la sous-région ouest-africaine. Mais le jeune Burkinabé est insatiable. Il veut aller à la conquête de l'Afrique. « Mon rêve est qu'on ne classe plus un pays africain, dans un futur proche, comme étant le pays le plus pauvre du monde. Quand on parle de l'Afrique, cela renvoie l'image de personnes ayant besoin d'aide. Cette image doit changer. Je rêve d'une Afrique avec une autosuffisance alimentaire pérenne », insiste-t-il. Pour ce passionné de la crypto-monnaie et grand amateur de la musique africaine, la jeunesse du continent prend conscience des enjeux mondiaux. « Il y a cinq, dix ans en arrière, les jeunes confiaient leur avenir à l'État ou aux personnes qui semblent avoir déjà réussi dans la vie. Aujourd'hui, beaucoup de jeunes n'ont plus cet état d'esprit. Les jeunes ont compris que chacun doit se battre pour ses rêves et sa propre survie », déclare celui qui incarne un leadership de type nouveau au Burkina Faso et dans la sous-région ouest-africaine.

Cyprien K. Patrice K.





Complexe Hôtelier *La Villa de l'Intégration*



Offres & Commodités

- Des chambres climatisées
- Salles de Conférences et banquet
- Restaurant gastronomique Africain
- Piscine - Gym - Spa

HAUTEMENT SÉCURISÉ

📍 Rue Bitto, Ouaga 2000, Ouagadougou

☎ (+226) 57 25 00 03

✉ villa-integration@yopmail.com

Lala, celle qui fait parler l'art africain



© Nadi JESSIC

Issue d'un brassage de cultures malienne et ivoirienne, Lala Méïta Soumahoro a grandi dans un univers coloré, une maison embellie d'objets uniques, rares, inédits. La trentaine, elle est aujourd'hui l'une des promotrices de l'art africain dans toute sa splendeur !

Lala Méïta Soumahoro

Lala Méïta Soumahoro est une femme imposante : 1,79 m pour 110 kg. Ce physique qui s'affirme, cet avantage naturel, elle l'utilise à bon escient pour porter loin le « made in Côte d'Ivoire » et le « made in Africa ». Depuis deux ans, elle a tissé une relation particulière avec les artisans locaux. « Nous sommes entourés d'artisans depuis toujours, et ils n'ont pas forcément les moyens de communiquer. Alors j'ai pris la décision en 2020 d'effectuer un travail à temps plein, de valoriser ceux qui m'habillaient, me maquillaient et m'offraient des bijoux ou même ceux chez qui j'achetais

», confie-t-elle. Elle y arrivait avec ce qu'elle avait de gratuit et qu'elle pouvait rentabiliser : ses réseaux sociaux.

Lala valorise tout. Tout ce qui est créé, fait, par le génie de ces hommes et femmes qui ont décidé de faire bouger l'Afrique. Elle revit à travers cette activité les plus belles heures passées dans la résidence de son défunt père, lui-même un fêru d'art. « D'aussi loin que je me souviens, il avait toujours des objets de décoration inédits, uniques. Il faisait tout faire ici, et j'ai grandi avec les mêmes meubles que nous avons gardés jusqu'à la crise de 2011. Je suis sûre que nous les aurions eus encore,

si solides et beaux, ils étaient », dit-elle de son père. Ses voyages à travers le globe ouvrent son esprit, ravivent sa passion. « J'ai découvert l'Afrique de l'Ouest à 21 ans, alors que je connaissais déjà les Etats-Unis et l'Europe depuis toute petite. Mes yeux ont vu et ma main a touché les véritables talents. Mes oreilles ont entendu de la musique, mon nez a senti des odeurs, ma bouche a goûté des saveurs... Des merveilles. Culinaires, décoratives, esthétiques, techniques... Du soin du corps à la maison, jamais je ne me lasse. Jamais. Je suis toujours émerveillée ».

Consciente de la place de choix qu'elle occupe sur les réseaux sociaux, Lala met en valeur tout ce qu'elle porte : bijoux, coiffes, vêtements. Allant jusqu'à parler des produits de beauté qu'elle utilise et même de sa lingerie. Mentionnant à chaque fois les artisans chez qui elle s'approvisionne. Elle s'investit. Et puis un jour, lui vient l'idée d'inviter toutes les personnes intéressées par un shooting photo pour mettre en avant les artisans. C'était le mouvement « pépites d'artisans » avec un hashtag pour retrouver les publications. « Elles sont toutes venues et on a eu une super journée. La campagne a fait un boum et ma page Facebook a été lancée grâce à elle. La communauté a été formée », se rappelle l'influenceuse. De nombreuses collaborations naissent. Cependant, elles ne sont pas toutes gratuites. Il faut bien que « l'artiste » qui met en valeur les artisans, puisse vivre de son art. Elle commande,

achète ou se fait offrir, et teste des produits, des services, des endroits. Puis, elle livre via ses canaux digitaux, ses retours d'expérience. « Je fais des retours d'abord à l'artisan, puis en public. Je me suis donnée une ligne éditoriale ; on ne m'achète pas, on ne me corrompt pas », insiste celle qui a choisi de privilégier sa relation avec ses followers. Sa réputation d'abord, doit-on retenir. C'est donc avec plaisir que celle qui se présente comme une « influenceuse professionnelle », fait son boulot. Ça lui prend du temps, énormément, mais lui rapporte de l'argent et de la notoriété. Elle est une valeur sûre à tel point que de nombreuses personnes la sollicitent pour tout achat de biens ou services.

Une ambassadrice

Lala porte désormais dans son élan, le Marché Ivoirien de l'Artisanat (MIVA). Son travail, ses activités sur les réseaux sociaux ont été scrutés sur presque une année avant qu'elle ne soit choisie comme ambassadrice de cet événement initié par le ministère de la promotion des PME, de l'artisanat et de la transformation du secteur informel de la Côte d'Ivoire.

« J'ai accepté la demande avec plaisir et honneur et j'ai promis de faire de mon mieux. C'est une initiative magnifique et j'ai hâte de voir nos champions locaux à l'honneur », soutient Lala Méita Soumahoro. Elle si fière de son pays et croit que l'art est la forme la plus aboutie de l'Union et de l'Amour qui peut exister entre des personnes qui ne se connaissent pas.

Kouamé O.



+ 30 millions
TÉLÉCHARGEMENTS GRATUITS
EN **8 MOIS**

f #KANU

☎ (+226) 62327777

Habi TOURÉ : La vaillante à la vision d'aigle



Quand il est question de sa passion, elle est intarissable. Femme et seule dans un univers dominé par les hommes, Habi TOURÉ s'impose et suit avec constance et rigueur sa vision. Fondatrice et directrice de Vision23, une agence de relations publiques et de communication, Habibatou Touré est une école.

Peu importe les obstacles, l'aigle ne dévie pas son attention de sa proie jusqu'à ce qu'il l'attrape. Ainsi se résume la stratégie de Habi TOURÉ dans l'univers entrepreneurial. Avec une vision précise, elle ne laisse place à la distraction que lorsque la nécessité l'oblige. Intransigente, fille d'un entrepreneur, très tôt, elle a su ce qu'elle voudrait faire. « Ma mère m'a inculquée très tôt le sens des responsabilités. Mon côté méthodique et intransigent, aussi bien vis-à-vis de moi-même que des autres, je le dois à ma grand-mère », a-t-elle fait savoir. Telle programmée, les fruits n'ont pas tardé à tenir la promesse des fleurs. Seulement à l'âge de 23 ans, elle met sur pied Vision 23, une entreprise d'une ambition précise, puis se forme en conséquence.

Habi TOURÉ est diplômée en éducation à la petite enfance, sciences humaines et relations publiques. Avec une licence en communication et relations publiques et une maîtrise en communication publique et relations publiques, elle compte donner la preuve que la jeunesse africaine a du potentiel pour réussir dans l'entrepreneuriat. « Je ne suis pas tombée

dans les relations publiques par hasard. C'est vraiment une passion pour moi », martèle-t-elle. C'est dire donc une passion effervescente qu'elle entretient au quotidien.

Créée d'abord au Canada, au Burkina Faso et au Mali, Vision 23 est une agence de relations publiques dont le but est de maintenir ou renouveler une image pour une personnalité publique, une entreprise, un produit, une institution par l'entremise d'outils stratégiques et techniques. « C'est vraiment ça notre spécialité, c'est-à-dire aider le client à donner la meilleure image de lui-même. Ces stratégies sont mises en place en fonction de la cible. Pour ce qui concerne les caractéristiques de la cible, nous prenons en compte les paramètres socio-économiques, psychologiques, démographiques, ethnologiques, etc. C'est vraiment une étude complète de la cible. Ensuite, une étude complète de la concurrence et sur cette base on propose une stratégie qui se déploie sur une période donnée », souligne-t-elle. Une tâche complexe qui nécessite du professionnalisme, de la méthode et de l'attention. Et lorsqu'on a le parcours de Habi Touré, on a tous les outils nécessaires.

Garder le flambeau

Le monde de l'entrepreneuriat n'est pas évident pour les jeunes notamment ceux du sexe féminin. Bravant les velléités du secteur, elle compte relever les différents défis qui se dressent sur le chantier des relations publiques et de la communication surtout en Afrique de l'Ouest. « On a vraiment un travail éducatif à faire. C'est un métier que les gens ne connaissent pas ou qu'ils découvrent tardivement. Aussi, faut-il savoir qu'en communication, l'Afrique de l'Ouest francophone est assez en retard. C'est dire que tout ce que l'on ne sait pas, est jeté en communication. On ne fait absolument aucune différence entre les différentes branches de la communication ; qu'est-ce que ses différentes branches font et surtout il n'y a absolument aucun professionnalisme », déplore-t-elle. Un de ses défis est de mettre les projecteurs sur ce secteur. Telle une pèlerine, armée de ses compétences et de sa passion, elle s'échine à effectuer ce travail éducatif afin d'expliquer quelle est la différence entre l'amateurisme et le professionnalisme.

Avec ardeur et intelligence, Habi TOURÉ veut se hisser à la cime et donner l'exemple. Brave et dynamique, elle donne la preuve que toute réussite nécessite de la persévérance, de la patience et surtout de la compétence. Jeune et très dynamique elle ouvre la porte à la jeunesse en donnant l'exemple et montre que le succès n'est possible que par le travail. Un exemple et une leçon, doivent faire école sur le continent noir et au-delà.

Raoul D.



TOYOTA

TOUJOURS
MIEUX
TOUJOURS
PLUS LOIN



LA NOUVELLE **COROLLA
CROSS**

UN MONDE À PART



- **Passez en classe SUV**
avec toutes les qualités de la Corolla
- **Un SUV compact**
avec un intérieur spacieux
- **Une technologie**
qui offre confort et sécurité

#UnNouveauVoyage



*Les caractéristiques et équipements peuvent faire l'objet de modifications sans notification au préalable

**3 ANS DE
GARANTIE
OU 100,000 kms**

Les craintes de Pathé' O

Celui qui habille des chefs d'État dont Nelson Mandela a des inquiétudes pour la mode africaine. Dans cette interview, l'Ivoirio-Burkinabé Pathé' O dévoile les raisons.



Pourquoi était-ce important pour vous de fêter vos cinquante ans de carrière au Burkina Faso, après la Côte d'Ivoire ?

Pathé' O : Pour moi, ça répond à une logique. Je suis avant tout Burkinabè même si j'ai été adopté par la Côte d'Ivoire. Et si je suis ici aujourd'hui, c'est grâce à ce pays, ce qui fait de moi un Ivoirien. Je peux donc dire que je suis à la fois Burkinabè et Ivoirien. Lorsque j'ai fêté

mes 50 ans de carrière en Côte d'Ivoire, les Burkinabè ont demandé à ce que je vienne aussi les célébrer à Ouagadougou. Comme cela persistait et que je n'y voyais aucun inconvénient, j'ai donc finalement décidé de célébrer cet événement ici. Voilà donc une des raisons. Les gens s'attendaient à ce que nous fassions une grande tournée dans plusieurs pays pour la célébration de ce cinquantenaire. Mais un couturier

est différent d'un chanteur pour qui un micro suffit. Pour ce genre d'événement, il faut préparer une collection, et ce qui n'est pas chose aisée. Ça demande beaucoup d'efforts. Par exemple, pour cette collection que vous venez de voir, il y a eu près de 195 tenues qui ont été présentées. Une collection impacte considérablement sur la production couturière à cause du nombre de personnes mobilisées.

Après 50 ans, avez-vous l'impression que tout est accompli ?

La mode évolue continuellement. C'est pour dire que chaque jour est une opportunité de créer quelque chose de nouveau. Certes, je suis physiquement âgé, mais dans ma tête, je reste jeune, car toujours en quête de nouvelles tendances. J'ai donc l'impression qu'il reste beaucoup à faire.

Quels sont les deux moments phares de votre carrière en 50 ans ?

Le moment le plus heureux pour moi, c'est lorsque j'ai reçu les ciseaux d'or en Côte d'Ivoire. C'était le plus grand concours de mode du pays, mais qui n'existe plus malheureusement. Il était organisé par UNIMAX qui voulait faire la promotion de son pagnes. C'était un challenge pour les couturiers. Il y avait beaucoup de candidats et il fallait se surpasser. Le thème de cette édition était « L'élégance, l'harmonie et la créativité ». Il fallait donc être très créatif en tenant compte du thème, puis le faire porter par un mannequin. Aussi l'annonce du concours stipulait que le gagnant allait habiller Miss Côte

d'Ivoire. Ce que nous avons fait, grâce à cette victoire. Par la suite, nous avons confectionné 66 tenues pour 33 candidates, dont deux tenues chacune. Malheureusement lors de l'essayage des tenues à l'hôtel du Golf où se trouvaient les candidates, le président du comité a rejeté toutes les tenues, car elles n'étaient pas à son goût. J'étais confus parce que c'était quelques femmes qui constituaient le comité de sélection du concours de beauté qui avaient validé dès le début les modèles des vêtements. Ça a été un coup dur pour moi, car vous ne pouvez pas imaginer la déception que ressent un couturier lorsqu'il rate une commande ou un contrat qu'on lui a confié. C'est le moment le plus malheureux de ma vie. Cela m'a beaucoup affecté au point que j'ai pensé laisser tomber la couture. Finalement, ça n'a pas été le cas. C'est ce que je sais faire dans la vie.

c'est aussi le combat pour le textile africain. Quel contenu donnez-vous à ce combat quand on sait que 90% de notre coton est exporté et qu'il n'y a que 10% de mauvaise qualité qui reste ?

Notre combat est un combat quotidien, mais il est inutile. Nous n'avons pas accès directement à ceux qui ont le pouvoir de changer les choses. En effet, nous ignorons les contours du processus, de la récolte du coton au niveau des paysans, ensuite sa vente à une structure et après son exportation vers la Chine et l'Inde. En clair, c'est un combat dans le vide, car nous ignorons contre qui nous devons nous battre. En plus, nous constatons avec amertume que nos États au lendemain des indépendances n'ont pas considéré que la mode pouvait être un facteur de développement. Pourtant, la mode est omniprésente et très importante, car on s'habille tout le temps. Ce qui est triste est que les gens ne comprennent pas le vrai sens de la mode et s'arrêtent juste à

la démarche des mannequins. Pourtant, c'est un secteur industriel qui a besoin de bonnes politiques de nos états pour se développer. Par exemple, utiliser le potentiel des grands pays producteurs de coton comme le Burkina, le Mali, le Bénin et le nord de la Côte d'Ivoire en implantant des industries de transformation de coton sur place même si c'est en semi-fini au lieu d'en exporter. Vous voyez combien nous sommes impuissants nous, couturiers.

Couturier des chefs d'État, il y a une campagne visant à boycotter vos créations, puisque certains présidents en disgrâce avec leur peuple en portent. Comment vivez-vous ces moments ?

Je ne réponds pas à ces personnes-là, car elles n'existent pas. Ces gens parlent à travers les réseaux, alors que ma voix porte au-delà de ces canaux. Tout chef d'État qui quitte le pouvoir sera toujours vêtu et je trouve absurde de se dire que s'ils sont habillés en veste c'est qu'ils sont mieux habillés qu'avec les tissus. Je les considère juste comme étant des ennemis de l'Afrique. Il n'y a pas de commentaire à faire.

Comment expliquez-vous votre célébrité auprès des chefs d'État ?

Habiller les chefs d'État n'a jamais été mon plan. En réalité, avant d'être au pouvoir, ils sont des humains, des parents ou des amis. Notre combat est de prouver au monde qu'en tant qu'Africain nous sommes en mesure d'habiller tous les Africains y compris les chefs d'État. Ce qui signifie que l'on devrait plutôt se poser la question de savoir pourquoi ils ne consomment pas les produits africains dont les vêtements. Beaucoup d'entre eux oublient malheureusement qu'ils sont des Africains une fois au pouvoir.

Comment est né le déclic de faire des

chemises pour les présidents entre autres Mandela et Gbagbo ?

Ce n'est pas un déclic puisque je ne suis pas allé vers eux. C'est plutôt eux qui sont venus à moi. Avec le président Mandela, je dois dire que Miriam Makeba était une tante et cousait chez mon patron quand j'étais apprenti. Par la suite, elle était en exil en Guinée à cause de l'apartheid. Et après l'abolition du système de l'apartheid avant de repartir en Afrique du Sud, elle est venue à Abidjan pour coudre des habits chez mon patron. Mais ce dernier était reparti au Sénégal, donc elle a demandé d'après son apprenti Pathé. C'est là que l'on l'a conduite à mon atelier et elle a remarqué que je confectionnais des chemises. Alors elle m'a fait savoir que ces chemises plairaient certainement au président, donc elle en a pris cinq pour lui, et moi modestement je lui ai remis une pour qu'elle l'offre au président Mandela de ma part. J'ignorais en ce moment qu'il allait recevoir mon cadeau. Alors, quand il l'a reçu, il m'a écrit une lettre pour me remercier et à la fin il a dit ceci : « l'Afrique de demain appartiendra aux créateurs de richesse ». Il faut dire qu'avant lui aucun chef d'État africain ne voulait porter un vêtement « bariolé ». Lorsque les journalistes ont vu cela, on lui a demandé la provenance du vêtement. Il a donc répondu « Pathé O », il ne connaissait même pas mon nom. C'est ainsi que la nouvelle est arrivée en Côte d'Ivoire et les gens ont commencé à dire que « Pathé O habille Mandela ». En plus cela a permis à certains chefs d'État qui hésitaient à porter Africain, car en réalité ils pensaient que c'était nocif. D'un coup, il y a eu des changements. Cela a été une chance pour nous de l'avoir comme client. Voilà comment on a commencé à habiller les chefs d'État, sinon notre objectif est d'habiller tout le monde



Sidiki BAKABA



Iron BIBY

Quand vous vous projetez à 50 ans en arrière, auriez-vous eu beaucoup plus de chance que les stylistes d'aujourd'hui ?

Je suis passé pour la première fois à la télévision ivoirienne en 1985 et après cela, mon atelier débordait de monde. Cela a été bénéfique pour ma carrière. Mais de nos jours, passer à la télévision n'a plus autant d'impact parce que nous sommes dans l'ère de la mondialisation, avec l'accès facile aux réseaux sociaux. Les créations circulent en un temps record dans les quatre coins du monde. En plus, avec le nombre croissant de créateurs, il faut travailler davantage à se démarquer. Aussi, que ce soit hier ou aujourd'hui, il n'y a pas de chance, car seuls la rigueur, le travail, la conviction et la passion peuvent nous conduire à la réussite. Malheureusement, les gens pensent que l'on peut réussir rien qu'avec les réseaux sociaux, ce qui est faux.

Comment entrevoyez-vous la mode africaine dans 50 ans ?

Il y aura une grande évolution, comme ce que l'on constate d'ailleurs de nos jours. Ils sont nombreux les chefs d'État à porter au quotidien des vêtements africains. Aussi, faut-il le souligner actuellement, beaucoup de talents ne cessent d'innover. C'est impossible que les choses régressent, car elles ne peuvent qu'aller de l'avant. L'avenir est radieux pour nous.

Quels conseils pouvez-vous donner à ces jeunes qui veulent réussir dans ce métier ?

De nos jours, les gens n'analysent pas les conseils que vous donnez, très souvent, et pensent que vous êtes dépassés. Aussi, les jeunes sont-ils pressés. Moi par exemple, j'ai fait près de 15 ans d'apprentissages et 5 ans d'adaptation. La réalité est qu'aujourd'hui nous

devons payer nos apprentis. Si vous ne le faites pas, vous n'en aurez pas. Cette situation vient alourdir les dépenses des couturiers qui paient déjà les impôts et les loyers. Pourtant, en Europe les gens sont payés pour former. Cela traduit donc une mauvaise politique des États. En plus, j'aimerais souligner que pour asseoir une marque, il faut du temps et ça ne se fait pas du jour au lendemain sur les réseaux sociaux. À l'allure où vont les choses, je crains fort pour la pérennité de la mode africaine.

Figure mondiale de la mode, Pathé 'O est-il riche ?

Je suis riche grâce à mon savoir, mes expériences et mes connaissances. Pour moi, l'argent n'est pas une richesse, mais un effet passager. Le plus important est de pouvoir effectuer mon travail, former les gens et les accompagner, puis de vendre l'Afrique dans le monde.

La rédaction



AFRICASCOPE 2020

CATÉGORIE
CONSOMMATION TV

1ÈRE AUDIENCE TÉLÉ



98%



Taux de notoriété

61%



Taux d'audience
cumulée

Source : Kantar TNS AFRICASCOPE 2020

Désiré Ismaël BIGOT, lobbyiste

« Nos publications participent du dynamisme de la vie publique en Côte d'Ivoire... »

Diplômé en Administration des Affaires, fondateur et CEO du cabinet BIGOT Consulting International, Désiré Ismaël BIGOT est un lobbyiste hors-pair. Le secrétaire général de l'Association des Conseils en lobbying et Affaires publiques de Côte d'Ivoire (ACLAP-CI) évoque l'existence de l'organisation.



Quelle est l'histoire de l'Association des Conseils en lobbying et Affaires publiques de Côte d'Ivoire ?

L'Association des Conseils en Lobbying et Affaires Publiques de Côte d'Ivoire (ACLAP-CI) est une association apolitique et à but non lucratif régie par la loi n°60-315 du 21 Septembre 1960. Elle regroupe des professionnels et experts conseils en Lobbying et Affaires publiques exerçant en Côte d'Ivoire. L'ACLAP-CI est née en juillet 2016 de la volonté de pouvoir encourager la pratique du conseil en Lobbying et Affaires publiques en expliquant le fonctionnement et l'utilité sociale de ce métier auprès des pouvoirs publics, du monde scientifique, des médias, mais surtout du grand public. Pour l'intégrer, il suffit d'une requête d'adhésion. Mais il faut être une entité morale exerçant dans le domaine du Lobbying et des Affaires publiques en Côte d'Ivoire.

Quelles sont vos activités ?

L'ACLAP-CI organise des sessions de formation à la pratique du Lobbying et des Affaires publiques à l'attention d'étudiants et professionnels, des conférences-débat, des petits déjeuners ou déjeuners d'échanges et d'affaires, mais aussi met à la disposition du grand public des publications à portée analytique et scientifique sur l'évolution de la vie publique en Côte d'Ivoire. L'une des activités les plus prisées, ce sont nos publications qui servent de repère à toute personne vivant en Côte d'Ivoire, souhaitant s'y installer ou y investir, afin d'avoir des indications claires et précises sur les différents acteurs marquant la vie publique en Côte d'Ivoire.

Comment parvenez-vous à classer les personnalités les plus influentes de la Côte d'Ivoire ?

Dans le cadre de nos activités, nous publions deux listes, fruits d'études annuelles auprès des Conseils en lobbying exerçant en Côte d'Ivoire. Il s'agit de la liste dite des « 100 personnalités influentes de Côte d'Ivoire » et la liste « On The Rise » des 20 jeunes prometteurs de Côte d'Ivoire. Elles regroupent des personnalités du monde politique, économique, social et culturel. Ces listes sont une sélection du « lobbyiste » des 100 personnalités ayant marqué la vie publique en Côte d'Ivoire, mais aussi des 20 jeunes qui se seront distingués parmi leurs pairs durant l'année écoulée.

En ce qui concerne les indicateurs, il faut tout d'abord être un acteur reconnu de la vie publique en Côte d'Ivoire et l'avoir marquée de façon significative tout au long de l'année. Sont exclus d'office de cette liste, le Président de la République et la Première dame, le Vice-Président et les Juges et Magistrats, les membres

ENTRETIEN

des Forces de Défense et de Sécurité et les Lobbyistes. Pour rappel, les Conseils en Lobbying ont pour mission de veiller aux intérêts d'entreprises, d'hommes d'affaires, d'associations professionnelles, d'ONG, d'Elus et Politiques, de sportifs, et même de particuliers auprès des pouvoirs publics, auprès des autorités publiques pour un partage d'informations équilibré.

Vos choix ne sont-ils pas souvent remis en cause ?

Les publications de l'ACLAP-CI participent effectivement du dynamisme de la vie publique en Côte d'Ivoire et ne laissent personne indifférent. Il faut avouer que les 100 personnalités qui y figurent ont réussi à se distinguer parmi 500 autres dans le pays. Nous ne sommes pas incompris. Bien au contraire nos publications ont permis au fil des

années au grand public de pouvoir faire le distinguo entre « célébrité » et « influence ».

Quels sont les prochains défis de l'association ?

C'est pour nous le lieu d'adresser une fois de plus nos remerciements au Président de la République de Côte d'Ivoire, son Excellence Monsieur Alassane Ouattara et au Gouvernement Ivoirien, pour l'accompagnement et l'encadrement de la pratique du Lobbying en Côte d'Ivoire, au travers du Ministère auprès du Premier Ministre, chargé de la promotion de l'Investissement privé. Il s'agit également pour l'ACLAP-CI, d'assurer le rayonnement et le prestige de la profession des conseils en Lobbying et Affaires publiques en Côte d'Ivoire, mais aussi au Burkina, au Mali, au Niger, et dans tous les pays de la

sous-région afin de porter haut la voix des « Lobbyistes », mais aussi et surtout des personnes dont nous défendons les intérêts, auprès de nos institutions sous régionales (UEMOA) et régionales (CEDEAO). Cela se fera sans nul doute au travers de la mutualisation des forces de tous les acteurs, Conseils, experts et professionnels, du Lobbying et des Affaires publiques en Afrique de l'Ouest.

S'il n'y avait qu'une seule chose à retenir sur votre association, que serait-elle ?

Que les Ivoiriens et les Africains s'approprient de façon effective tous les outils de la pratique du Lobbying et des Affaires publiques. Le potentiel et l'efficacité de cette pratique vieille d'une centaine d'années restent encore peu connus et sous évalués au sein de nos sociétés.

Cyprien K.



**PHOTOGRAPHIE
PROFESSIONNELLE**



TEL: 52 93 23 23 / 64 07 67 72



STUDIO - PUBLICITE - EVENEMENTIEL

Engelo BOTÉ, une boîte à chaussures

« C'est la cordonnerie qui est venue à moi, pas le contraire », aime-t-il affirmer. Entrepreneur au parcours atypique, Engelo Eric Boté, CEO de « La Maison Engelo Boté », est aujourd'hui l'un des artisans bottiers les plus en vogue en Côte d'Ivoire. Sa marque rime avec le luxe. Sur les traces d'un cordonnier dont les chaussures évoquent la réputation.



Comment du jour au lendemain êtes-vous devenu bottier professionnel ?

Mon histoire est assez singulière, atypique. Elle a débuté il y a 7 ans, avec l'opportunité que j'ai eu de vendre deux sandales confiées à moi par Sosthène, un ami du Campus de Cocody. Je les revends aussitôt via mon profil Facebook à un autre ami Clovis pour réaliser un bénéfice de 26 000 F Cfa. Ensuite, j'ai une autre opportunité avec celle qui est aujourd'hui mon épouse. J'ai gagné 125 000 F Cfa et là je me dis « de toute ta vie professionnelle, tu n'as jamais eu 125 000 F Cfa, qu'est-ce qui t'a donné cette somme ? ». Je me suis rendu à l'évidence que c'est un signe. Tout ça s'est passé en une semaine. À l'époque, j'étais le commercial et livreur de mon épouse qui vendait des produits cosmétiques via Facebook.

J'ai décidé de me lancer dans la vente des chaussures. À la clientèle essentiellement composée de femmes, j'ai porté l'information qu'on va ajouter un nouveau produit. J'avais dans ma tête l'idée de trouver un fabricant. C'est de là j'ai trouvé Ibrahim dit « IB » à Marcory vers l'église Sainte Thérèse. Je prends huit paires de sandales à 40 000 F Cfa. Le même jour, une amie m'appelle pour me dire qu'elle a vu que je vendais des sandales. Je n'avais pas à l'époque de photo contextuelle. Je téléchargeais ça et là des images sur le net, des chaussures portées par des personnes de race blanche. Elle a essayé les chaussures et c'était tellement beau. Les images de ses pieds chaussés dans les sandales à 5 boucles deviennent virales. Toute ma force est partie de ces premières photos. Partout où on suivait nos produits cosmétiques, je plaçais

les sandales et de fil en aiguille, nous sommes devenus une référence.

J'ai fait de la revente pendant un bon moment avant de me décider à apprendre le métier avec « IB ». L'apprentissage a duré un peu plus d'an. Et puis un jour, avec la bénédiction de mon maître, je me suis installé à mon propre compte à Koumassi Remblais. J'ai acheté une ponceuse, ma première machine. Une autre personne m'a rejoint dans ce petit conteneur qu'on installe derrière l'immeuble avec la permission du propriétaire. On a notre premier atelier physique. Voilà comment tout est parti.

Après votre cursus académique, vous n'avez jamais été rémunéré à hauteur de 125 000 F Cfa. Comment cela se fait-il ?

J'ai un brevet de technicien supérieur en gestion commerciale obtenu en 2003. Après j'ai intégré l'Institut national supérieur des arts et de l'action culturelle que j'ai abandonné. La référence au BTS pour moi est importante. Avec ce diplôme, je n'ai pas eu l'opportunité de travailler dans des conditions adéquates. On disait de notre BTS qu'il était « adokafle », pour dire que ça courait les rues. J'ai travaillé dans certains coins, mais je n'avais jamais été payé à hauteur de 125 000 F Cfa. Mes salaires, si je peux les appeler ainsi, n'ont jamais excédé 100 000 F Cfa. Je me mettais en costume et tout, tous les jours, assis à l'arrière des fourgons ou fourgonnettes non climatisés, dans la chaleur, pour 100 000 F Cfa à tout casser. Quand on enlève les frais de transport, le loyer, et les autres charges, ça ne sert à rien.

J'ai même été gérant de cabine téléphonique avec ce diplôme en poche. Je ne refusais rien tant que cela n'allait pas à l'encontre des bonnes mœurs. J'ai tout essayé, mais je n'ai pas eu, avec le diplôme, l'opportunité qui pouvait me mettre à l'abri. Ce sont les sandales qui m'ont permis de les avoir. Quand je me suis lancé, j'ai eu des revenus mensuels à hauteur de 800 000 F Cfa.

Pourquoi avec un tel bénéfice net, aviez-vous décidé d'aller apprendre à confectionner ?

J'ai osé. Je me suis très tôt projeté. Si en tant que revendeur, je peux avoir 800 000 F Cfa, pourquoi ne pas aller à la source, à la racine, se sacrifier, apprendre pour faire de meilleurs bénéfices. J'ai bâti ma réputation en suivant les pas de celle qui est mon épouse aujourd'hui. Ma femme était bien cotée sur les réseaux sociaux. Je la suivais pour participer à tous les événements et je me débrouillais pour me faire remarquer positivement en posant toujours une question, en me présentant : « je suis

Engelo Eric Boté, cordonnier de luxe ». Vous imaginez ? Tout le monde a une chaussure aux pieds et tout le monde retient le nom. L'opportunité de départ que j'ai eue n'est pas un hasard. J'ai cru en la divine providence. Quand on me parle d'entrepreneuriat, je ne peux pas m'exprimer comme les autres, car

atelier qui était un conteneur acquis à 80 000 F Cfa, à une boutique à l'Ivoire Trade Center, l'un des endroits les plus prisés de la capitale. Seul le travail paie. Mais il faut oser. Dans le milieu, j'ai osé vendre des chaussures à 90 000 F Cfa la paire. Je suis passé à 130 000 F Cfa la paire. Bientôt je ferai des chaussures à



©Marc DJA

mon cas est singulier. C'est de l'ordre du divin.

Et vos clients acceptaient de venir chez vous, dans le conteneur, cet endroit insalubre ?

Les clients n'avaient pas accès à mon atelier. J'ai ouvert une boutique à 300 mètres. C'est là-bas que je les recevais. Le conteneur, c'était pour la fabrique. Je faisais profil bas sur les réseaux sociaux. Je travaillais comme les termites sur les conseils d'une aînée. Les gens du quartier savaient que c'était mon atelier, mais il suffisait d'un cliché du site avec les immondices sur les réseaux sociaux, pour que la clientèle me fuit. Aujourd'hui, en 7 ans, je suis passé d'un

1 000 000 F Cfa (rires).

Engelo a-t-il des coupes propres à lui ou copie ce qui existe déjà ?

Dans notre domaine, beaucoup font l'erreur de parler de plagiat. À notre niveau, on ne peut pas parler de plagiat parce qu'on parle de plagiat lorsque tu prends le même matériel, le même fil, la même manière de travailler. Mon catalogue, c'est le client. On fait de la reproduction et l'idée, c'est que le client qui vient, a déjà la chaussure qu'il veut. Mon catalogue, c'est de faire contribuer le client dans la réalisation de sa chaussure. Je ne suis pas fabricant de chaussures, je participe à l'équilibre émotionnel et professionnel des



Le Service Traiteur Sur Mesure

Petits-déjeuners & Pauses-café | Buffets Chauds & Froids
Cocktails Apéritifs & Dinatoires
Bars à cocktails, à vin & champagne
Service à L'assiette | Service aux entreprises

hommes ! Je confectionne la chaussure selon le cœur du client. Ça fait 7 ans qu'on le fait et ça fait 7 ans que ça nous réussit. On ne copie pas pour plagier, on reproduit ce que le client a déjà vu et qui lui plaît. On n'est pas obligé de sortir de nouveaux modèles pendant que les modèles existants déjà sont encore en vogue. Mais on a déjà anticipé, on a des modèles inédits dans le catalogue.

Aviez-vous des fournisseurs locaux ou bien vous importez ?

Mes fournisseurs sont locaux, mais ils importent eux. Dans la fabrication des chaussures, il y a près de 30 intrants parmi lesquels il n'y a que les pointes et la colle qui sont produites par la Côte d'Ivoire. Le cuir par exemple vient généralement d'Italie. Et ce n'est pas toujours la meilleure qualité. On nous sert des rechutes, un peu comme la friperie pour les vêtements. Le cuir coûte les yeux de la tête. Tu as des pièces carrées à 200 euros avec lesquelles tu ne peux faire que deux chaussures. On travaille avec des rechutes, on ne peut même pas faire des chaussures en série.

Le fait-main, qu'est-ce que ça signifie ?

On parle de fait-main lorsque, depuis la prise de mesure, jusqu'à la livraison, la main y est. Tout est fait manuellement là où certains utilisent des machines. Avec les machines, en 8 heures, on peut obtenir 8 000 chaussures. Chez moi, on ne fabrique que 15 ou 20 pièces par mois.

La main est délicate. Nous sommes des artisans. Chaque chaussure est unique. Aujourd'hui, j'ai une équipe de près de dix personnes. Je m'occupe du volet administratif et les autres gèrent le volet technique en atelier. Chez moi, les employés sont polyvalents, car nous sommes en sous-effectif. La même personne découpe le gabarit, la peau, fait le parage, l'assemblage, la couture, le montage avant qu'une autre personne se charge de la semelle et des formes. Même l'assemblage est manuel. Aujourd'hui, mes employés sont bien formés. Ce qui fait que je suis à la fin de la chaîne. Je m'assure du contrôle qualité et des finitions. Un mocassin de « La Maison Engélo Boté », c'est pratiquement 40 heures de travail manuel.

Pourquoi ne pas recruter quand on est en sous-effectif ?

On a envie de recruter, mais où trouver la main-d'œuvre qualifiée ? C'est difficile. Aujourd'hui, nous nous sommes constitués en une union qui regroupe des bottiers, maroquiniers de Côte d'Ivoire. Les autorités sont conscientes de notre existence, on les rencontre, mais ça bouge lentement. J'aimerais bien pouvoir, à titre personnel, former, recruter pour agrandir l'équipe, mais ce n'est pas facile. Les gens ne sont pas ouverts d'esprit. Même quand on veut aider des gens qui ont des diplômes du supérieur, ils n'ont pas l'humilité de l'apprenant. Les gens ne savent pas saisir des opportunités, le temps que les choses s'améliorent pour eux. L'état

d'esprit n'est pas positif. Si je suis arrivé à faire grandir mon business, c'est parce que je travaille sur les valeurs intrinsèques, le savoir-faire. Mes employés sont épanouis. Ils partagent ma vision. On échange des choses, des idées. J'ai envie de former des enfants, d'ouvrir mon école. Mais tout ça demande des ressources financières. L'artisanat est créateur d'emplois. Il faut une volonté politique. Si nous sommes accompagnés, nous allons pouvoir former et employer de nombreux jeunes.

Combien gagne Engélo ?

Engélo gagne juste de quoi s'occuper de son équipe et couvrir toutes ses charges. On a foi en ce qu'on fait. On a décidé de ne pas abandonner. J'aimerais beaucoup plus communiquer, plus me faire connaître, mais je ne peux pas. Je communique comme quand j'étais à Koumassi, c'est-à-dire via les réseaux sociaux. Alors que j'aspire à d'autres canaux. C'est difficile, mais on ne lâche pas. Je crois que, comme j'ai commencé un jour, une opportunité viendra et ça va exploser.

Je ne suis peut-être pas le meilleur. Le cordonnier au coin de rue est peut-être beaucoup plus fort que moi. Mais la différence, c'est le sérieux. On a choisi d'être professionnel. Ma grosse prière, tout ce à quoi j'aspire aujourd'hui, c'est d'avoir les moyens pour commencer à avoir des machines pour que ce qu'on fait à 90% main, on passe du 50% fait-main. Je veux augmenter ma production.

Kouamé O.



E-MAG DE COMMUNICATION ET DE SOCIÉTÉ

#004/07/2021

KANU

s'accepter et découvrir



KANU VOTRE E.MAG MENSUEL

INFOLINE

+226 62 32 77 77

CONTACT@CSKCONSEILS.COM

RECEVEZ VOTRE E.MAG

Par mail en écrivant
contact@cskconseils.com

Par whatsapp
+226 62 32 77 77

Par téléchargement
page facebook : kanu.

Le cancer du sein, en silence tue !

Le cancer du sein peut apparaître chez les femmes et rarement chez les hommes. Les symptômes sont une boule dans la poitrine, un écoulement de sang par le mamelon, ainsi qu'un changement de forme ou de texture du mamelon ou du sein.



Andilath Osséni

Les chiffres sont vertigineux. Selon l'Organisation mondiale de la Santé (Oms), 685 000 femmes ont été tuées en 2020 dans le monde par le cancer de sein. Face à ces statistiques, Andilath Osséni entend se battre et vivre aussi longtemps possible. Cette jeune béninoise de 30 ans a déjà perdu son sein gauche. La maladie lui a été diagnostiquée en mai 2020, mais un an avant, elle avait remarqué une masse dans sa poitrine au niveau de son sein gauche. Puisque cette masse n'était pas si gênante ou même douloureuse, elle l'avait négligée. A son premier examen, il était déjà trop tard. Andilath Osséni a subi une chirurgie pour le retrait de la masse, qui après analyse, s'est avérée être cancéreuse. Et par conséquent, elle y a perdu son sein gauche, qui a dû être coupé. C'était le seul moyen de lui donner plus de chance de survie. La jeune béninoise n'en était pas préparée. A sa connaissance, le cancer du sein atteignait les personnes âgées, alors qu'elle n'avait que 29 ans. Elle en avait cure puisque personne n'en avait jamais souffert dans sa famille. Aujourd'hui, elle pense que cela peut arriver à tout moment et à n'importe qui, du fait des facteurs environnementaux et autres. « Quand j'ai entendu cancer, j'ai tout de suite pensé à la mort. J'ai cru que je n'avais plus

du tout de chance de vivre. Mais, heureusement, ma famille était présente, mes frères et sœurs ont été à mes côtés, me rassurant du début jusqu'à la fin », confie-t-elle.

Le soutien de ses proches a été déterminant, mais il fallait aussi une prise en charge efficace. Après l'ablation du sein gauche, elle avait au maximum 6 semaines pour commencer son traitement. Cependant, 4 semaines après, les médecins ne se décidaient toujours pas. Elle a dû alors quitter le Bénin pour la Tunisie, en vue d'un meilleur traitement. Sa sœur étant dans la médecine a réussi à trouver cette opportunité, qui lui sauva la vie définitivement. A l'en croire, la prise en charge était rassurante à Tunis. Les médecins lui ont redonné espoir. Elle a alors fait et la radiothérapie et la chimiothérapie, avec succès. Mais cette opération a totalement changé son quotidien et son corps a subi une transformation lors de ce traitement. Cela a été douloureux et éprouvant. « C'est vrai qu'aujourd'hui j'en parle comme si ce n'était rien, mais c'est très énorme et grave cette maladie. J'avais tout le temps la nausée, je vomissais, j'étais constamment fatiguée, je n'arrivais pas à manger pendant des jours, même quand je buvais de l'eau, ça ne restait pas, je vomissais tout. J'étais tout le temps mal en point. J'avais la perte des cheveux, l'assèchement de la bouche et bien d'autres malaises encore », explique Andilath Osséni.

Aujourd'hui, cette victime regrette avoir été négligente au point de vivre ce fardeau et d'occasionner ces dépenses faramineuses. « J'aurais pu l'éviter ou tout au moins ne pas arriver à l'extrême de l'ablation de mon sein gauche. Nous les femmes, nous connaissons suffisamment notre corps pour savoir, lorsqu'il y a quelque chose de nouveau. C'est dès le premier changement qu'il faut courir voir son gynécologue pour faire les examens qu'il faut pour prévenir tous les dangers », souligne-t-elle.

A celles qui souffrent du cancer de sein, Andilath Osséni rassure que ce n'est pas une fatalité et qu'elles peuvent être sauvées encore. « Mais il ne faut pas garder le silence. C'est en parlant qu'on peut vous venir en aide. Vous n'avez pas à avoir honte, c'est une maladie comme les autres », insiste-t-elle.

Sandrine A.



Enfin, une assurance pour moi

Yelen Assurance première compagnie
de micro-assurance de la zone CIMA

Avec **Yelen Assurance** regardez
le futur avec confiance !

Pour vous permettre de réaliser
vos projets en toute quiétude,
Yelen Assurance met à votre
portée 4 produits :

- Assurance hospitalisation
- Assurance agricole
- Assurance emprunteur
- Assurance vie

Profitez de garanties complètes
à partir de 1000 fcfa par mois*



POINT DE VENTE 

APPLICATION MOBILE 



yelen-assurance.com



yelen assurance



+226 25 33 04 28 / +226 25 31 11 11

DES VÉHICULES NEUFS ET À CRÉDIT À CFAO BURKINA



Le concessionnaire d'automobiles et de motos, CFAO MOTORS BURKINA a monté, vendredi 8 octobre 2021, les dernières gammes de la marque TOYOTA qu'il a façonnées pour sa clientèle : les marques STARLET et TOYOTA CROSS. L'objectif est de permettre à un Burkinabé de revenu moyen d'accéder à un véhicule de dernière génération, avec de meilleures conditions de paiement. Dans cette interview, le Directeur Général de CFAO, Camille Wassom Ndessoko rassure ses potentiels clients que ces nouveaux véhicules ont été conçus pour avoir des prix abordables, sans sacrifier le confort, la sécurité et les contraintes de pollution.

Quels sont les avantages de ces nouvelles marques ?

Les avantages des produits que nous présentons à nos clients se résument en deux grands axes. Premièrement, ce sont des produits qui ont vu le jour après une longue réflexion sur comment offrir au marché africain des véhicules qui soient à la portée des cadres qui ont des revenus moyens. Ces véhicules sont conçus pour avoir des prix abordables, sans sacrifier le confort, la sécurité

et les contraintes de pollution. Deuxièmement, nous avons amorcé des échanges avec nos partenaires banquiers dans l'objectif de mettre en place les conditions d'accès aux crédits bien étudiées. Ces conditions sont adaptables tant aux particuliers qu'aux entreprises qui en voudraient pour leur fonctionnement ou éventuellement dans le cadre de leur plan de dotation en véhicule, permettre à leurs collaborateurs d'accéder à des véhicules. Donc avec ces banques, nous avons déjà trouvé des accords à peaufiner

pour que de jeunes Burkinabés qui ont des salaires à partir de l'ordre de 300 000 francs Cfa, évidemment, et plus soient capables de s'acheter des véhicules neufs grâce à un crédit bancaire.

Nous sommes en Afrique notamment en Afrique noire où il y a comme une invasion de voitures d'occasion, pas parce que les gens veulent de l'occasion, mais tout simplement parce qu'elles arrivent à des prix qu'ils peuvent payer. Notre objectif c'est de permettre aux jeunes d'acquérir un véhicule neuf qu'ils peuvent payer tranquillement sur 4, 5 ans et 6 ans selon leurs choix et possibilités.

Est-ce que ces nouveaux véhicules TOYOTA ont été conçus en tenant compte de l'état des routes ici au Burkina Faso ?

Les véhicules TOYOTA, c'est notre marque phare. Ce sont des produits tropicalisés qui tiennent compte des réalités de notre environnement et de nos infrastructures routières. Nous avons une marque « STARLET » qui est citadine qui va être extrêmement utile à très bas prix aux personnes qui roulent souvent sur du bitume tropicalisé avec suspension adaptée. Ce véhicule peut rouler sur des routes non bitumées, mais évidemment pas très sablonneuses, pas très bordeuses. On a présenté également « TOYOTA CROSS » qui est un modèle avec une garde au sol plus élevée qui vous permet justement de pouvoir attaquer avec succès les différentes routes qu'on peut avoir chez nous. Évidemment le niveau de prix n'est pas le même, mais je pense qu'aujourd'hui avec les accords qui ont été conclus avec les banques, il ne sera plus nécessaire

d'aller acheter des véhicules d'occasion sauf si on le souhaite vraiment. La contrainte du financement pour ceux qui ont le revenu régulier ne devrait plus être un problème, c'est notre challenge.

Quels sont vos objectifs commerciaux dans les six prochains mois ?

Ce n'est plus un bon investissement aujourd'hui de payer une voiture qui a 7, 8, 9, 12 ans d'ancienneté. Car non seulement ça pollue, mais ils sont très chers à l'entretien. Chez TOYOTA, nous avons un vrai engagement pour la protection de l'environnement. Notre offre est très adaptée aux salariés et à toutes les entreprises du Burkina. Cela représente un potentiel énorme. On prendra le maximum dans l'immédiat dans les deux, trois, six mois à venir, mais c'est un travail sur la durée.

La vente de véhicules neufs aux particuliers est expérimentée dans plusieurs pays voisins à nous. Et les résultats sont très impressionnants. Nous espérons aussi des décisions gouvernementales qui fixent la limite d'accès des véhicules très usés qui peuvent être des dangers pour la sécurité, nos routes et notre environnement. Aussi des incitations fiscales permettront aux populations d'accéder à des matériels neufs sécurisés. Nous sommes très ambitieux. Je ne donnerai pas de chiffres. Dans les six mois prochains, je vous dirai ce qu'on aurait fait.

Gérard S.

LA CÉRÉMONIE EN IMAGES





Savoir et Succès Pour Tous

ENTREPRENARIAT NUMERIQUE



- Formations en trading des cryptomonnaies
- Minages
- Conseil en investissements
- Mobile money
- E- commerce
- Marketing de réseau

LOCATION DE VÉHICULES



IMMOBILIER



AGRO-BUSINESS



Contacts



+226 70 87 90 93/ 67 76 05 79



logresucces@gmail.com



06 BP 10290 OUAGADOUGOU 06 ; secteur46

Rencontres de la RSE au Bénin

Un programme pertinent à la hauteur des attentes

Formation, Publication du Baromètre RSE et ODD, Présentation des actions RSE de quelques structures... Du 19 au 22 octobre, la troisième édition des Rencontres de la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) à Cotonou a dévoilé un programme pertinent à la hauteur des attentes. Un succès à mettre à l'actif du Cabinet MinDO Consultants et de ses partenaires.



Leon A. KBOUDÉ

Directeur Associé de MinDO Consultants

Premier producteur africain d'absorbant industriel, Green Keeper Africa fabrique et commercialise des solutions écoresponsables pour le contrôle de fuites de polluants. L'absorbant GKSORB, fabriqué à base de jacinthe d'eau, est capable d'encapsuler jusqu'à 12 fois son poids en hydrocarbures. L'activité de cette entreprise béninoise répond déjà à un besoin de protection de l'environnement et de production «propre». Selon Julie BIRON, Directrice générale adjointe de Green Keeper Africa, la Jacinthe d'Eau, plante invasive, génère de nombreuses conséquences néfastes sur la population, la biodiversité et la qualité de l'eau. La récolte continue de cette plante permet de diminuer son impact négatif et rend rentables les filières de transformation de cette biomasse. La collecte de la jacinthe est assurée par des groupements organisés, preuve de l'organisation d'une filière naissante. L'entreprise mobilise donc la communauté et d'autres acteurs pour une innovation dans la production industrielle. Elle fait également partie des initiateurs du Groupe de Travail sur la RSE qui vise « une RSE plus dynamique et opérationnelle » au Bénin.

A CANAL + Bénin, on combine la RSE et les Objectifs de développement durable (ODD). « Education de qualité », « Egalité entre les sexes », « Energie propre et à un coût

abordable », « Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques », « Consommation et production responsables » et « Culture »... Voilà les ODD ciblés par Canal Plus Bénin. « Nous organisons des formations aux métiers de Journalistes reporter d'images (JRI), Réalisateur et Ecriture Documentaire initiées par CANAL+ UNIVERSITY et Vivendi pour soutenir les talents de demain », a souligné la Directrice générale de CANAL + Bénin, Yacine ALAO. L'entreprise a également mis en place des bourses scolaires qui visent à offrir un accompagnement social à des enfants ayant des conditions de vie difficiles mais manifestant une volonté certaine de suivre une formation et ayant déjà de bons résultats scolaires. Chez CANAL+ BENIN, la moitié des membres du comité de direction est composé de femmes. Le salaire des femmes est supérieur de 23% aux salaires des hommes.

A noter que la présentation de la plateforme atingi.org développée par le projet Africa Cloud de la GIZ a été très appréciée par les entrepreneurs présents au Forum des Rencontres de la RSE de Cotonou.

Le dernier acte de ce Forum fut le panel sur le thème « La prise en compte de la RSE dans les investissements : un enjeu de développement durable en Afrique de l'Ouest » modéré par Ayodélé OGNIN, Business coach. Professeur Mayatta Ndiaye MBAYE, Directeur Général de l'ERSUMA (ECOLE REGIONALE SUPERIEURE DE LA MAGISTRATURE), Christian Mondjanagni, Directeur Général ETE (fabricant de l'eau minérale FIFA), Pierre-Samuel Guedj, Président d'Affectio Mutandi et président de la commission RSE & ODD du Conseil français des investisseurs en Afrique, et Franz Okey, Chargé de Plaidoyer à Speak Up Africa et Coordonnateur du Programme Zéro Palu. Les Entreprises s'engagent, sont intervenus dans ce panel qui a permis de cerner plusieurs facettes de la pratiques de la RSE au Bénin et en Afrique.

Un baromètre pour évaluer la pratique de la RSE au Bénin

« Aucune entreprise béninoise sur les 764 entreprises étudiées n'a publié son rapport RSE », indiquent les résultats

EVENTS

du baromètre. Se basant sur les réponses de 18 entreprises dans le cadre de l'enquête, il en ressort que « l'absence de reconnaissance pour les entreprises engagées, le manque de politique publique de RSE et l'absence de formation sur la RSE sont les principaux freins au déploiement de la RSE au Bénin ». 64,71 % des organisations / entreprises béninoises affirment qu'elles sont engagées dans une démarche RSE. Mais la grande majorité n'ont pas de Responsable RSO (Responsabilité sociétale des organisations) / RSE.

L'étude reconnaît tout de même, avec satisfaction, l'évolution d'un écosystème de plus en plus favorable à la RSE au Bénin : l'engagement du gouvernement sur les ODD, la mise en place d'un Groupe de Travail sur la RSE, la Charte sur la RSE et le dynamisme du secteur privé. Elle préconise la formation des acteurs du secteur privé et des fonctionnaires, l'introduction de la RSE dans les modules dans les universités, la mise en place d'un label RSE, et l'adoption de politiques publiques favorables à la RSE.

LES RENCONTRES EN IMAGES





OFFRES & COMMODITÉS

15 appartements

16 chambres

Wifi haut débit gratuit

Piscine ■ Gym ■ Spa

Restaurant gastronomique

Pizzeria ■ Grillades

HAUTEMENT SÉCURISÉ

RÉSERVATIONS

+227 92 18 34 34 ■ 92 18 34

infos@lesresidencesfayel.com



Restitution des biens culturels

De l'utopie à la réalité, l'Afrique se prépare



Après un long processus marqué par de multiples embûches, la restitution des biens culturels aux pays africains est actée. Le Bénin ainsi que tous les pays concernés mettent les bouchées doubles pour offrir un cadre d'accueil idéal à ces trésors pillés pendant la colonisation.

La restitution des biens culturels n'est plus à l'étape des discours. Pour le Bénin, ce n'est qu'une question de jours. Lors du sommet Afrique-France du 8 octobre 2021, le président français Emmanuel Macron a annoncé pour fin octobre le retour de 26 œuvres des trésors royaux d'Abomey pillés en 1892. Puis, le 26 octobre 2021, au musée du Quai Branly, Macron leur a fait ses adieux. Ceci ouvre la porte à une série de restitutions des biens culturels à tous les pays concernés qui se préparent activement. « Les premières infrastructures seront prêtes dès novembre 2021. Nous sommes en phase avec l'agenda retenu avec la partie française et nous n'avons aucune difficulté à accueillir nos œuvres en 2021... », a annoncé Jean-Michel Abimbola, ministre béninois en charge de l'artisanat, de la culture et du tourisme. À l'en croire, le problème ne se pose pas en matière d'infrastructures et de ressources humaines. Les travaux de restauration et de restructuration du Fort Portugais de Ouidah qui va accueillir en premier les 26 œuvres sont en cours. Il s'agit d'une destination temporaire, en attendant la construction du musée de l'Épopée des amazones dans la cité historique d'Abomey qui va les abriter définitivement. Outre l'aménagement des musées, on note une vague de sessions de formation et de renforcement de capacités des guides. Sur ce précédent plan, l'Ecole du patrimoine africain est fortement sollicitée. Dans la même dynamique, le pays a adopté une loi relative à la protection du patrimoine culturel.

Un arsenal juridique important en matière de protection des biens culturels.

Baliser le terrain en vue de créer un climat propice pour les œuvres d'art, Ouagadougou s'active aussi, bec et ongles. À l'instar du Bénin, le Burkina Faso a adopté la loi relative à la protection des biens patrimoniaux. Mieux, le pays s'emploie dans la construction des musées et le réaménagement de ceux déjà existants. À travers une stratégie de sensibilisation, le pays compte donner le goût de la visite des musées à ses habitants. Une équipe a été mise en place pour une belle gestion de ces biens, avec la normalisation des musées, la régularisation des inventaires et la problématique du rapatriement des biens culturels.

Le Sénégal aussi ne veut pas être du reste. Principal protagoniste du retour des biens culturels après le Bénin, Dakar a également posé des jalons forts pour un cadre adéquat. En témoigne l'inauguration du musée des civilisations noires, le 6 décembre à Dakar. Financés par la Chine à hauteur de 30 millions d'euros, les travaux de construction ont été lancés sous le régime Wade et ont duré sept ans. D'une superficie de 14 000 m², le nouvel établissement peut accueillir jusqu'à 18 000 pièces dans des conditions optimales : chaleur et humidité sont ainsi précisément régulées dans toutes les salles d'exposition. « C'est un projet panafricain, dans lequel chaque partie du continent sera représentée », se félicite Hamadi Bocoum, son directeur. De surcroît, Macky Sall, chef de l'État sénégalais, a annoncé que l'ancien palais de justice de Dakar, qui a accueilli les deux dernières biennales, serait transformé en centre d'art.

Au Gabon, les travaux d'implantation d'un nouveau musée où seront installées notamment les pièces restituées par la France sont déjà achevés dans les anciens locaux de l'Ambassade des États-Unis. « Nous travaillons avec les responsables du Musée du quai Branly, à Paris, à la formation de notre personnel, l'objectif étant d'assurer la sécurité et la bonne conservation des œuvres », indiquait Alain Claude Bilie By Nze, ministre de la Culture. « Le Gabon n'ayant pas de culture muséale, nous envisageons de construire plusieurs petits établissements à travers le pays afin d'attirer un public le plus large possible. Mais nous souhaitons aussi mettre en place une politique d'échange avec des musées du monde entier », a-t-il ajouté. Outre ces pays cités, ils sont nombreux ces pays qui disposent ou qui travaillent à façonner une destination de rêve pour ces œuvres. Preuve d'un amour pour l'histoire et l'engagement d'une belle gestion de ces biens.

Raoul N.



ICEBERG GROUP

L'innovation Continue



 **BÂTIMENT TRAVAUX PUBLICS**

 **AMÉNAGEMENTS HYDROAGRIQUES**

 **TRAVAUX D'ADDUCTIONS D'EAU**

ICEBERG GROUP SARL

Adresse : 02 BP 2392 Cotonou

 (+229) 95 54 88 45 / 97 75 72 77 / 95 37 73 73

 societeiceberggroup@yahoo.fr

www.iceberggroup.bj

Promouvoir la culture, un secteur économique particulier

Sous nos tropiques, il est souvent coutume d'entendre que ceux qui œuvrent dans la culture sont ceux-là qui ont échoué dans leur vie professionnelle. Les artistes chanteurs, danseurs, comédiens, conteurs, artisans traditionnels, plasticiens, designers, etc. sont souvent regardés de haut par une certaine classe de la société. Entre autres choses, dans les discussions entre spécialistes des corps de métiers, le secteur culturel serait dit-on difficilement « classable » et « traçable » dans le schéma économique classique. On se pose des questions sur l'apport des animateurs du monde culturel à l'économie : Que produisent-ils ? Que transforment-ils ? Qu'échangent-ils ? Est-ce que faire de la musique, être dans la mode ou encore dans la promotion des savoirs traditionnels fait-il de vous un agent économique ? Le caractère économique de la culture est-il avéré ? Quelle est sa spécificité ?



Plusieurs questions à la fois pour une réponse toute simple mais qui peut ne pas être évidente au premier coup d'œil : la culture est économique ! Il faut que l'économie de la culture soit structurée afin que ses produits soient mieux captés et valorisés. En démontrant que la culture est un secteur animé par des acteurs générant par leur travail une économie qui, structurée, contribue efficacement à l'économie nationale, expliquons pourquoi ce secteur a des spécificités qui le rendent particulier.

La Déclaration de la Conférence de Mexico sur les politiques culturelles (1982) considère la culture comme « l'ensemble des traits distinctifs, spirituels et matériels, intellectuels et affectifs, qui caractérisent une société ou un groupe social. Elle englobe, outre les arts et les lettres, les modes de vie, les droits fondamentaux de l'être humain, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances ». L'homme étant un être de culture, les communautés ethnoculturelles

ont chacune des identités culturelles qu'elles valorisent, participant ainsi, chacune du même coup, à rendre possible le vivre-ensemble, la paix et le développement. La Culture, par où tout commence, est donc ce levier qui participe et rend possible le développement. Les dragons asiatiques en sont des preuves : le modèle économique de ces pays est l'économie de marché, le capitalisme à des degrés divers qui a permis en quarante (40) ans à des pays comme le Japon de devenir la deuxième puissance économique du monde. Quant au développement, il n'est pas qu'économique, politique mais également social et est qualifié même de durable, afin de prendre en compte les besoins des générations présentes sans compromettre celles des générations à venir. Les besoins des hommes (se nourrir, se vêtir, construire, découvrir et transformer son environnement, s'identifier par rapport aux autres, échanger des biens, savoir, se reproduire, etc.) sont satisfaits en se fondant sur des systèmes de valeurs, de traditions et de croyances inhérents à chaque communauté humaine. Le développement humain doit s'enraciner dans la culture afin de recouvrir tout son sens !

Appréhender la Culture sous l'angle économique revient à greffer deux réalités : la Culture et l'Economie ; parce qu'il existe en effet ce qu'il convient d'appeler l'« économie de la culture » encore désignée sous le vocable d'« économie orange ». Elle est la branche de l'économie qui s'intéresse aux aspects économiques de la création, de la distribution et de la consommation d'œuvres d'art (Wikipédia). Cette forme d'économie utilise les références et les instruments de la science économique pour éclairer les modalités d'organisation et de développement des activités culturelles (Xavier GREFFE). Des termes jadis connus en économie sont employés dans le domaine de la Culture : industrie, secteur, produit, marché, concurrence, chaîne de valeurs, production, circuit de distribution, promotion, etc. Cela ouvre de nouvelles

perspectives pour le secteur de la Culture et permet de le considérer sous un nouveau jour. Il revient aux acteurs culturels de se rendre compte du potentiel et de s'ouvrir à d'autres réalités qui leur sont nouvelles. En amont cependant, les politiques doivent créer les conditions favorables à l'éclosion économique de la culture.

Cette réalité nous enjoint donc de considérer que les

(MCAT, 2012) a révélé que la contribution du secteur culturel au PIB en 2009 a été de 79,677 milliards de FCFA représentant 2,02% du PIB. L'étude révèle que 164. 592 emplois directs sont pourvus dans le secteur culturel en 2009. Dans la même optique, l'étude base line sur les indicateurs de la Stratégie Nationale de la Culture et du Tourisme (SNCT) et du Programme d'appui aux industries créatives et à la gouvernance de la



animateurs du monde de la culture sont des agents économiques, puisqu'ils contribuent par leurs activités culturelles et l'innovation à générer des ressources économiques très importantes. Le secteur des industries culturelles et créatives (ICC) est celui par lequel cela peut être aisément démontré. Les ICC sont définies comme des « secteurs d'activités ayant comme objet principal la création, le développement, la production, la reproduction, la promotion, la diffusion ou la commercialisation de biens, de services et activités qui ont un contenu culturel, artistique et/ou patrimonial » (Unesco, Convention de 2005). Au Burkina Faso, la Stratégie nationale de développement des industries culturelles et créatives (SND-ICC, 2018) considère que le champ des ICC couvre les domaines suivants : les arts de la scène et festivités, l'audiovisuel, le livre et de la presse écrite, les arts visuels et l'artisanat, le design et les services créatifs. Les acteurs des ICC produisent ainsi du contenu culturel sous forme de biens et services qui est mis sur le marché et nécessite des mécanismes efficaces de distribution, de diffusion, de promotion, etc.

S'il est encore difficile de quantifier précisément l'apport des ICC dans l'économie burkinabè compte tenue de l'immensité du domaine, le MCAT tente depuis 2012 d'évaluer sa contribution au PIB. L'étude sur les impacts de la culture sur le développement social et économique du Burkina Faso

culture (PAIC-GC) réalisée en 2019 a indiqué que l'apport des secteurs d'activités culturelles au PIB national en 2017 était de 430,1 milliard de FCFA représentant 5,23% du PIB. Selon la même étude, le secteur de la culture a participé à la création de 392. 729 emplois en 2015, avec une progression du volume d'emplois culturels de 1,1% par an en moyenne entre 2009 et 2015.

En outre, la promotion de la propriété intellectuelle est un puissant moyen pour valoriser et protéger la création et l'innovation favorisant la production de richesses qui permettront d'investir. Par exemple, le Bureau burkinabè du droit d'auteur (BBDA) a pu collecter et reverser aux auteurs au titre des droits, un montant de 4.112.921.444 F CFA entre 2016 et 2020.

Ces données attestent que la culture contribue incontestablement à la construction de l'économie nationale. C'est également une preuve que les burkinabè, dans un élan de fierté nationale sont de plus en plus demandeurs et consommateurs de contenus culturels : cela crée des emplois d'une part et subséquemment de la richesse d'autre part.

Par ailleurs et dans d'autres pays connus pour mener une politique audacieuse en matière de développement des ICC, selon la National Endowment for the Arts, les ICC ont contribué en 2013 à hauteur de 704, 2 milliards de dollars US à l'économie américaine, soit 4,23% du PIB. En France, une étude

des inspections générales des affaires culturelles et des finances sur « l'apport de la culture à l'économie en France » (2013) révèle une valeur ajoutée de plus de 104 milliards d'euros soit 3,2% de la richesse nationale et 670.000 emplois créés ; de quoi faire dire à l'ex-Ministre Aurelie FILIPPETTI que la culture est « un secteur essentiel, stratégique pour le



développement économique » de son pays.

Néanmoins, considérant le secteur en lui-même, il faut comprendre que l'économie de la culture présente des particularités qui lui confèrent une spécificité autre.

Ainsi au delà de l'aspect financier ou commercial, la culture a un caractère dynamique et une charge immatérielle non marchands. A titre illustratif, un système de valeurs (le respect, l'amour du prochain, la dignité, l'honneur, l'intégrité, etc.) associé au savoir et savoir-faire endogènes, pourtant essentiels n'ont pas de prix, ne se marchandent pas. En effet, ils constituent la base d'inspiration, de création et de production des contenus culturels. La contribution de la culture dans le renforcement de la cohésion sociale et la préservation de la paix sociale par exemple ne peut revêtir un caractère économique. Cette contribution ne peut être quantifiée car elle est plutôt qualitative et ne peut être aussi mesurée avec des outils économiques classiques. Cependant cette contribution est un terreau favorable et indéniable, à la réalisation d'activités économiques et d'actions de développement. Les actions culturelles et créatives ont donc un effet multiplicateur sur d'autres secteurs et cela doit d'être connu et maîtrisé. Cette faculté est très importante et caractéristique. Par exemple, la valorisation du patrimoine culturel peut agir directement sur le rayonnement international du pays et contribuer dans la même optique au développement du tourisme : un pays qui valorise le potentiel

du patrimoine culturel de ses communautés, proposant des circuits touristiques bâtis sur la découverte des sites et monuments, des modes de vie, des savoirs traditionnels, , augmentera inéluctablement la fréquentation touristique qui aura un impact économique positif sur le transport, l'hôtellerie, la restauration, la fréquentation des salles de spectacle, etc.

Par ailleurs, la culture se révèle également spécifique car dans le monde de la création, il est souvent difficile de prédire comment une œuvre culturelle sera accueillie par le public car rien en réalité ne garantit son succès. La liberté de création est une attitude chère aux artistes qui ne créent qu'au gré de leur inspiration. Il est donc difficile de "soumettre" les acteurs du secteur culturel aux mêmes conditions de production et d'attente de bénéfices que les acteurs des autres secteurs économiques. Cette spécificité du secteur milite donc en faveur de la création de facilités adaptées sur les plans règlementaires, administratives, fiscales, etc. et d'outils spécifiques afin de capter et mesurer efficacement la contribution de ce secteur à la création de la richesse nationale.

En somme, l'économie de la culture doit être organisée par les autorités publiques à travers le renforcement du processus de structuration du secteur, l'appui à la création d'industries culturelles et créatives vigoureuses, la sensibilisation accrue des acteurs en vue d'obtenir leur adhésion, le financement efficace du secteur, et tout cela doit être encadré par une politique culturelle volontariste et plus audacieuse. La Stratégie nationale de la Culture et du Tourisme (SNCT, 2018) élaboré par le Ministère de la Culture, des Arts et Tourisme (MCAT) en 2018 trace les sillons de l'entrepreneuriat dans les domaines de la Culture à travers le développement des ICC. « Si l'économie, au sens de la recherche de la croissance, de la lutte contre le chômage et de la répartition équitable des revenus, est au centre des premières préoccupations des citoyens et par conséquent des dirigeants à tous les niveaux, il peut être rappelé que le développement est une notion globale, qualitative, qui présente des dimensions économiques pures mais aussi des dimensions humaines pures comme le fait d'assurer la paix et la sécurité à tout le monde ; le fait de faire en sorte que toutes les activités soient inclusives, le fait de respecter l'environnement. Sous ces différents angles, la présence du secteur de la culture est permanente et, ce faisant, elle contribue au développement économique et social du Burkina Faso ». Il revient aux acteurs étatiques d'engager les ressources nécessaires afin que la Culture identifiée comme un pôle d'excellence contribue efficacement à l'économie nationale et impulse un développement fondé sur l'endo-culture.

Centre d'Information et de Réflexion pour le Développement de l'Economie de la Culture (CIRDEC)



IETECH est un prestataire spécialisé qui met au service de l'entreprise son expertise dans la gestion des systèmes d'information.

— Particularité DSI externalisée

NOUS COUVRONS 5 AXES:

INTÉGRATION DE SOLUTIONS



Déploiement
Conception
SAV

SUPPORT ET INFOGÉRANCE



Audit
Formation
Conseil

SOLUTIONS CLOUD



Cloud consulting
Cloud migration

Cloud intégration

CONSULTING



Contrat de Maintenance
Location de matériel
informatique
Assistance informatique

ENERGIE



Ondulaire
Solaire
Protection

CONTACTS

☎ +226 25 65 58 53 / +226 74 34 82 82

🏠 Avenue de l'unité, Ouagadougou
BP 4729 Ouaga 01

✉ info@ietech-group.com

🌐 www.ietech-group.com

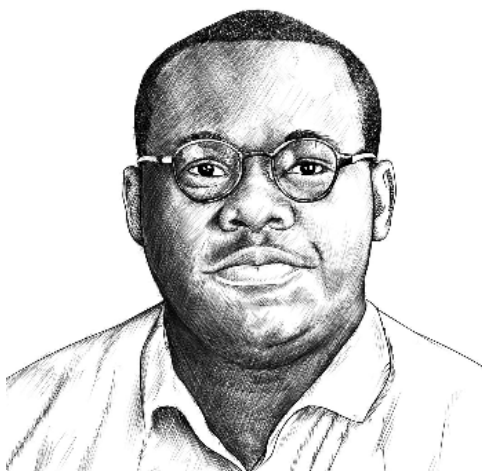
VOTRE PARTENAIRE DE CONFIANCE

Capital, prospérité et droit de propriétés

Il faut beaucoup de philosophie pour observer les faits qui sont trop près de nous, disait Rousseau. Le fait « trop près de nous » que j'invite le lecteur attentif de KANU à observer est celui de « Le droit fait le capital dont l'allocation efficace crée la prospérité des nations ».

Il était un pays, Maskini. Dans ce pays, on trouve des hommes et des femmes habités par le désir d'améliorer leur condition matérielle au moyen de la force de leurs bras. Mkandarasi, un habitant de la capitale, a été frappé par une étincelle divine. Il a eu une idée géniale : la manière optimale de fabriquer Bidhaa qui est le produit le plus vendu du pays. Comme pour toute entreprise, Mkandarasi a besoin d'argent pour se payer les outils de production (machines, etc.) afin de mettre en application son idée. Il va voir le banquier de sa ville et lui dit : Monsieur le banquier, j'ai trouvé la meilleure façon de produire Bidhaa. Daignez me prêter 8000 afin que je puisse démarrer mon activité. Le banquier lui répondit : Monsieur, votre projet m'intéresse, mais le risque étant important, il me faut une hypothèque. Et Mkandarasi s'écria : J'ai une parcelle de 20 hectares dans un village à 30 km d'ici et tous les habitants du village savent que j'en suis le propriétaire. Je vais l'utiliser comme collatéral ! Le banquier répliqua : Apportez-moi les papiers prouvant que vous détenez une telle parcelle et, par suite, je vous prête le montant demandé. Puis Mkandarasi répondit : Monsieur le banquier, je n'ai pas de papiers, de titres de propriété pour ma parcelle. Mais, je vous assure, tous les habitants du village me connaissent et savent que les 20 hectares, appartenant autrefois à mon père, sont ma propriété. Je peux vous y conduire pour recueillir des témoignages. Le banquier répondit : Désolé, je ne puis vous accorder le prêt demandé. Mkandarasi repartit bilieux de la banque. Que raconte cet apologue ? Mkandarasi, n'ayant pas obtenu de crédit à la banque, n'a pas pu démarrer son entreprise : ça, c'est ce qu'on voit. Ce qu'on ne voit pas :

-Ce sont tous les emplois qu'aurait créés Mkandarasi (directement, en employant des ouvriers dans son entreprise,



Par Sophie KOB OUDE
Essayiste
Twitter : @kobooude

indirectement en achetant des machines-outils auprès d'autres entreprises),

-C'est le pouvoir d'achat qu'aurait gagné les habitants de Maskini ; le Bidhaa coûterait très probablement moins cher, car serait produit avec des techniques de production optimisées,

-C'est le désir de création de Mkandarasi (entrepreneuriat) qui n'est pas encouragé. Il risque de ranger dans les placards les prochaines étincelles divines qu'il recevra,

- C'est Mkandarasi qui, ne pouvant pas s'enrichir par les fruits de son entreprise, n'enrichit pas non plus l'État via le paiement des impôts,

-C'est l'État qui, privé des recettes des impôts qu'aurait payés Mkandarasi, n'est pas assez riche pour financer des secteurs comme l'Éducation, la Santé publique.

Quel a été l'élément qui a fait défaut Mkandarasi ? Les droits de propriété. L'absence de droits de propriété a été le point de départ de l'enchaînement des répercussions sus-citées. Malheureusement, je connais plusieurs « Mkandarasi » et « Maskini » en Afrique. La majorité des pays africains ne détiennent pas un régime formel de droits de propriété efficace. Il est sur le continent des pays où les règles gouvernant la propriété varient

d'une rue, d'un logis à un autre. Selon l'indice International Property Rights Index, sur les 50 pays les moins notés en matière de droits de propriété, la moitié se trouve en Afrique. Par exemple, dans les zones rurales de l'Afrique de l'Ouest, moins de 10% des terres sont immatriculées.

En Afrique se trouvent des millions de Mkandarasi, des gens qui sont riches de biens et non de capital. Les Africains possèdent des biens, mais pas de capital, voilà qui peut surprendre. Ces biens, l'économiste Hernando de Soto, les appelle du « capital mort » ; c'est-à-dire des biens improductifs. Sans un système légal gérant les droits de propriété, pas de capital. La difficulté réside en ce que le capital est mal compris, car intangible.

L'homme a inventé l'horloge pour rendre tangible le temps ; la notation musicale pour rendre tangible la musique ; le système juridique de droits de propriété pour donner vie au capital. Ce qui convertit un bien en capital c'est le système légal de droits de propriété. Donc tenter de faire du capitalisme sans droit de propriété c'est comme concevoir l'Église Catholique sans Enfer ; ça ne peut pas marcher !

La croissance économique n'est que le résultat de l'utilisation « darwinienne » du stock de capital dont dispose une nation. Donc, pas de croissance économique sans capital et pas de capital, sans système de droits de propriété efficace et accessible (donc un état de droit). C'est l'inadaptation du système juridique de la propriété qui constitue le terreau de la pauvreté en Afrique.

Faire disparaître la condition des Mkandarasi des pays africains, voilà qui ferait un beau repère placé à l'horizon.

Téléchargez
gratuitement

KANU

f #KANU

Universal Cultures and Languages

Notre expérience
à votre service

- ✓ **Formations linguistiques**
Italien - Allemand
- ✓ **Traduction - Interprétariat**
Italien - Allemand - Anglais
- ✓ **Etudes à l'étranger**
Accompagnement dans la procédure de visa
d'études (Italie - Allemagne - Belgique - Canada)
- ✓ **Examens internationaux de langues**
(Italien - Allemand)



- AGENCE CONSEILS EN COMMUNICATION
- STRATÉGIE DE COMMUNICATION 360°
- LOBBYING MEDIA
- MARKETING POLITIQUE
- PRODUCTION AUDIOVISUELLE
- ÉVÈNEMENTIEL
- MÉDIA



**AU NOM
DE VOTRE IMAGE...**